

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2016,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2014 établissant la liste de transporteurs chargés de l'exécution de l'obligation de service public pour le transport des personnes handicapées ou à mobilité très réduite, le transporteur « B&M All Service » bvba qui était chargé de l'exécution de l'obligation de service public pour le transport des personnes handicapées ou à mobilité très réduite dans les zones de transport Menen et Veurne-Diksmuide, est radié de la liste des transporteurs.

Art. 2. L'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté ministériel, est jointe à l'annexe 1^{re} de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2014 établissant la liste de transporteurs chargés de l'exécution de l'obligation de service public pour le transport des personnes handicapées ou à mobilité très réduite.

Bruxelles, le 20 décembre 2016.

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des Animaux,
Ben WEYTS

Annexe 1^{re}. Liste des transporteurs chargés de l'exécution de l'obligation de service public pour le transport des personnes handicapées ou à mobilité très réduite

Zone de transport	Dénomination	Numéro d'entreprise	Adresse	Données de contact	Période de l'obligation de service public
Menen	Mobar vzw	0870 940 036	Ottergemsesteenweg Zuid 680 9000 Gent	Tél. : 09 216 20 67 Fax : 09 216 80 21 E-mail: info@mobar.eu	du 01/01/2017 au 31/12/2021
Veurne-Diksmuide	Taxi Deroo Bvba	0442 383 049	Stationsplein 4 8660 De Panne	Tél. : 0475 62 63 35 Fax : 058 41 24 23 E-mail: eddy@ziekenvervoerderoo.be	du 01/01/2017 au 31/12/2021

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2016 modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel fixant la liste de transporteurs chargés de l'exécution de l'obligation de service public pour le transport des personnes handicapées ou à mobilité très réduite.

Bruxelles, le 20 décembre 2016.

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des Animaux,
Ben WEYTS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2017/10673]

26 JANVIER 2017. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale

Le Collège réuni,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, l'article 79, § 1^{er}, modifiée par l'article 58, 6^o, de la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil de direction donné le 28 octobre 2016;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni compétents pour la Fonction publique, donné le 25 octobre 2016;

Vu le protocole n° 2016/19 du Comité de Secteur XV du 25 octobre 2016;

Vu l'avis 60.499/4, donné le 19 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2017/10673]

26 JANUARI 2017. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad

Het Verenigd College,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 79 § 1, gewijzigd bij artikel 58, 6^o, van de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad;

Gelet op het advies van de Directieraad gegeven op 28 oktober 2016;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College die bevoegd zijn voor het Openbaar Ambt, gegeven op 25 oktober 2016;

Gelet op het protocol nr. 2016/19 van het Sectorcomité XV van 25 oktober 2016;

Gelet op het advies 60.499/4, gegeven op 19 december 2016, met toepassing van artikel 84, § 1^o eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Considérant la caducité de l'accord de coopération conclu le 5 juin 2008 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, concernant la constitution d'une commission de recours en matière de fonction publique commune et de chambres de recours communes au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et aux Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, le chapitre VI du titre Ier du livre II est remplacé par les dispositions suivantes :

CHAPITRE VI. — *De la chambre de recours*

Section 1^{re}. — De la constitution et de la composition de la chambre de recours.

Art. 18. Il est constitué une chambre de recours commune aux Services du Collège réuni et aux organismes d'intérêt public de la Commission communautaire commune, compétente pour les recours en matière de stage, d'évaluation, de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive, de période d'essai, de congés, d'absences, de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de régime disciplinaire.

La chambre se compose :

1° d'un président effectif et d'un président suppléant, magistrats, magistrats à la retraite, fonctionnaires ou fonctionnaires à la retraite désignés par le Collège réuni. L'un d'eux appartient au rôle français, l'autre au rôle néerlandais. Ils ont de l'autre langue une connaissance suffisante afin d'assurer l'unicité de jurisprudence des deux sections de la chambre. Les connaissances linguistiques des magistrats sont établies, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Les connaissances linguistiques des fonctionnaires sont établies par la preuve de l'obtention du certificat linguistique du Selor délivré sur la base des articles 7, 8 et 11, ou 12 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

Les fonctionnaires désignés doivent être ou avoir été titulaires d'un grade de directeur de rang A3 ou équivalent au minimum.

Ils sont porteurs d'un titre de docteur, licencié ou maître en droit et disposent d'une expérience d'au moins six années en matière de fonction publique ou de gestion de ressources humaines dans le secteur public.

A défaut pour le Ministre de la justice d'avoir désigné, dans les trois mois de la demande des Ministres, le président effectif ou le président suppléant, le Collège désigne ceux-ci parmi les fonctionnaires ou les fonctionnaires à la retraite. Ceux-ci ne peuvent être ou avoir été fonctionnaires des Services du Collège réuni ou d'un organisme d'intérêt public de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale.

2° par rôle linguistique, de trois assesseurs, fonctionnaires du niveau A, représentant l'autorité, désignés par le Collège réuni. Autant d'assesseurs suppléants sont désignés de la même manière, étant entendu qu'ils remplacent les assesseurs effectifs dans l'ordre défini par le Collège réuni;

3° par rôle linguistique, de trois assesseurs effectifs et trois assesseurs suppléants désignés par les organisations syndicales.

Participent également aux travaux de la chambre un secrétaire effectif et un secrétaire suppléant par rôle linguistique, désignés par le Collège réuni, sans voix délibérative.

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord gesloten op 5 juni 2008 tussen de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad over de oprichting van een commissie van beroep inzake het gemeenschappelijke openbaar ambt en de raden van beroep die gemeenschappelijk zijn aan het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad verlopen is;

Op voorstel van de Leden van het Verenigd College die bevoegd zijn voor het Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad wordt hoofdstuk VI van titel I van boek II vervangen door de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK VI. — *Raad van beroep*

Afdeling 1. — Over de oprichting en de samenstelling van de raad van beroep

Art. 18. Er wordt een raad van beroep ingesteld gezamenlijk voor de Diensten van het Verenigd College en voor de instellingen van openbaar nut van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het beroep inzake stage, evaluatie, verklaring van professionele ongeschiktheid, proefperiode, verlof, afwezigheden, beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en van de disciplinaire regeling.

De raad is samengesteld :

1° uit een effectieve voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter, magistraten, gepensioneerde magistraten, ambtenaren of gepensioneerde ambtenaren aangeduid door het verenigd College. Eén van hen behoort tot de Franse taalrol, de andere tot de Nederlandse taalrol. Ze kennen de andere taal voldoende om de eenheid van de rechtspraak van de twee afdelingen van de raad te verzekeren. De taalkennis van de magistraten wordt vastgesteld overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. De taalkennis van de ambtenaren wordt vastgesteld door het bewijs te leveren dat ze een taalbewijs van Selor hebben behaald dat uitgereikt is op grond van de artikelen 7, 8 en 11, of 12 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

De aangewezen ambtenaren moeten titularis zijn of geweest zijn van minstens een graad van directeur van rang A3 of gelijkwaardig.

Ze moeten de titel dragen van doctor, licentiaat of master in de rechten en hebben minstens zes maanden ervaring op het vlak van het openbaar ambt of van het beheer van human resources in de openbare sector.

Indien de minister van Justitie niet binnen de drie maanden van het verzoek van de ministers de effectieve voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter heeft aangewezen, wijst het College hen aan uit de ambtenaren of de gepensioneerde ambtenaren. Zij mogen geen ambtenaar zijn of geweest zijn bij de Diensten van het Verenigd College of van een instelling van openbaar nut van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad.

2° per taalrol, uit drie assessoren, ambtenaren van niveau A, die de overheid vertegenwoordigen, aangeduid door het Verenigd College. Er worden op dezelfde manier evenveel plaatsvervangende assessoren aangewezen met dien verstande dat ze de effectieve assessoren vervangen in de volgorde die door het Verenigd College bepaald is;

3° per taalrol, uit drie effectieve assessoren en drie plaatsvervangende assessoren aangewezen door de vakorganisaties.

Aan de werkzaamheden van de raad nemen eveneens een effectieve secretaris en een plaatsvervangende secretaris per taalrol deel die door het Verenigd College werden aangewezen en niet stemgerechtigd zijn.

Section 2. — Du fonctionnement.

Art.19. § 1^{er}. La chambre est exclusivement saisie à l'adresse de son secrétariat, fixée dans le règlement d'ordre intérieur. Dès la saisine de la chambre, le secrétaire de la section intéressée se fait communiquer le dossier par le fonctionnaire dirigeant des Services du Collège réuni ou de l'organisme d'intérêt public concerné. Celui-ci comprend tous les éléments permettant à la chambre de délibérer en connaissance de cause.

La chambre comprend deux sections, une par rôle linguistique. Les sections sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président.

Chaque section compte au moins un tiers de représentants de chaque sexe.

§ 2. Les sections réunies fixent un règlement d'ordre intérieur commun.

§ 3. Chaque section ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente et que le dossier contient tous les éléments susceptibles de permettre à la chambre de donner un avis ou prendre une décision en parfaite connaissance de cause.

Le membre effectif représentant l'autorité qui ne peut siéger est remplacé de plein droit par le premier suppléant, à défaut, par le deuxième, à défaut par le troisième.

Le membre effectif représentant une organisation syndicale représentative qui ne peut siéger est remplacé de plein droit par son suppléant.

Tout membre effectif d'une section qui, sachant qu'il ne pourra siéger à une réunion de la chambre de recours, assure aussitôt son remplacement et en informe le secrétaire.

Si, bien que régulièrement convoqués, les membres présents n'atteignent pas le quorum, une nouvelle réunion est convoquée dans les deux semaines, laquelle siège et délibère, en dérogation à l'alinéa 1^{er}, quel que soit le nombre des membres présents.

Lors du vote, les assesseurs désignés par le Collège réuni et par les organisations syndicales doivent être en nombre égal; le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres sur la base d'un consensus entre les assesseurs concernés ou, à défaut, par tirage au sort.

Les délibérations de la chambre portent d'abord sur la recevabilité du recours ou celle de sa saisine, puis le cas échéant, sur le fond. Seuls participent aux délibérations les président et assesseurs de l'affaire traitée, en présence du secrétaire.

La notification de la décision fait mention des recours prévus et du délai dans lequel ceux-ci peuvent être exercés.

§ 4. Chaque membre de la commission, y compris le président, a voix délibérative. Le vote est secret. En cas de partage des voix, la décision est favorable au stagiaire ou au fonctionnaire.

§ 5. Le stagiaire ou le fonctionnaire est entendu pour faire valoir ses moyens de défense. Il est tenu de comparaître en personne et peut se faire assister dans sa défense par la personne de son choix. Le défenseur ne peut faire partie à aucun titre de la chambre de recours ou d'un conseil de direction.

Sur la base d'un certificat médical ou en cas de force majeure dûment attestée, le stagiaire ou le fonctionnaire peut être représenté pour sa défense par la personne de son choix. Dans cette hypothèse, l'absence du fonctionnaire n'empêche aucunement les travaux de la chambre. Le certificat ou l'attestation sont transmis au secrétariat de la chambre avant sa réunion, conformément aux modes prévus au § 7 ou, en cas d'urgence, à son adresse électronique.

Lorsque le stagiaire ou le fonctionnaire assure seul sa défense et qu'il est empêché pour cause de force majeure de se présenter, une dernière convocation lui est envoyée. La longueur maximale de la procédure prévue à l'article 19, § 6, est augmentée de la période courant entre les dates prévues pour les première et seconde auditions.

Sans préjudice des deux alinéas précédents, à défaut de comparaître en personne, le stagiaire ou le fonctionnaire est censé, selon les cas, acquiescer à la proposition de l'autorité à son endroit ou renoncer à son recours. Selon les cas, la chambre lui notifie la confirmation de la proposition de l'administration ou son dessaisissement.

Afdeling 2. — Werking

Art.19. § 1. De raad wordt uitsluitend geadieerd op het adres van zijn secretariaat dat vastgelegd is in het huishoudelijk reglement. Zodra de raad geadieerd is, laat de secretaris van de betrokken afdeling zich het dossier bezorgen door de leidende ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College of van de betrokken instelling van openbaar nut. Dit bevat alle elementen die de raad in staat stellen met kennis van zaken te beraadslagen.

De raad bestaat uit twee afdelingen, één per taalrol. De afdelingen worden voorgezeten door de voorzitter of bij zijn afwezigheid door de ondervoorzitter.

Elke afdeling telt ten minste één derde vertegenwoordigers van elk geslacht.

§ 2. De verenigde afdelingen leggen een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement vast.

§ 3. Elke afdeling kan slechts geldig beraadslagen indien de meerderheid van haar leden aanwezig is en het dossier de nodige elementen bevat die de raad toelaten met kennis van zaken een advies te geven of een beslissing te nemen.

Het effectieve lid dat de overheid vertegenwoordigt en niet kan zetelen, wordt van rechtswege vervangen door de eerste plaatsvervanger, bij ontstentenis, door de tweede, bij ontstentenis, door de derde.

Het effectieve lid dat een representatieve vakorganisatie vertegenwoordigt en niet kan zetelen wordt van rechtswege vervangen door zijn plaatsvervanger.

Elk effectief lid van een afdeling die weet dat hij niet zal kunnen zetelen in een vergadering van de raad van beroep, verzekert onmiddellijk zijn vervanging en licht de secretaris hierover in.

Indien de aanwezige leden het quorum niet bereikt hebben, hoewel ze behoorlijk opgeroepen waren, wordt er binnen de twee weken een nieuwe vergadering bijeengeroepen die, in afwijking van het eerste lid, ongeacht het aantal aanwezige leden zetelt en beraadslaagt.

Tijdens de stemming moet het aantal assessoren aangewezen door het Verenigd College en aangewezen door de vakorganisaties gelijk zijn; in voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van één of meer leden op basis van een consensus tussen de betrokken assessoren of, bij hun afwezigheid, door loting.

De beraadslagingen van de raad gaan eerst over de ontvankelijkheid van het beroep of van de raadpleging, daarna in voorkomend geval over de grond van de zaak. Enkel de voorzitter en de assessoren van de behandelde zaak, in aanwezigheid van de secretaris, nemen aan de beraadslagingen deel.

De kennisgeving van de beslissing vermeldt de voorziene beroepsmogelijkheden en de termijn waarbinnen deze uitgeoefend kunnen worden.

§ 4. Elk lid van de commissie, met inbegrip van de voorzitter, is stemgerechtigd. De stemming is geheim. Bij staking van stemmen, is de beslissing gunstig voor de stagiair of voor de ambtenaar.

§ 5. De stagiair of de ambtenaar wordt gehoord om zijn verweermiddelen te doen gelden. Hij is ertoe gehouden persoonlijk te verschijnen en mag zich voor zijn verdediging laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. De verdediger mag hoe dan ook geen deel uitmaken van de raad van beroep of van een directieraad.

Op basis van een medisch attest of bij behoorlijk bewezen overmacht kan de stagiair of de ambtenaar voor zijn verdediging vertegenwoordigd worden door de persoon van zijn keuze. In deze hypothese verhindert de afwezigheid van de ambtenaar geenszins het werk van de raad. Het attest of het bewijs worden voor zijn vergadering overgemaakt aan het secretariaat van de raad, overeenkomstig de manieren voorzien in § 7 of, in noodgevallen, via zijn e-mailadres.

Wanneer de stagiair of de ambtenaar zijn eigen verdediging verzekert en hij verhinderd is om redenen van overmacht om te verschijnen, wordt hem een laatste oproepingsbrief toegestuurd. De maximumduur van de procedure voorzien in artikel 19, § 6, wordt verlengd met de periode tussen de geplande datums voor de eerste en de tweede hoorzitting.

Onverminderd de twee vorige leden, wordt de stagiair of de ambtenaar, indien hij niet persoonlijk verschijnt, volgens het geval, geacht in te stemmen met het voorstel dat hem door de overheid gedaan wordt of van zijn beroep af te zien. Volgens het geval geeft de raad hem kennis van de bevestiging van het voorstel van de administratie of van de afvoering ervan.

§ 6. Selon les cas, la chambre notifie son avis ou sa décision dans les trois mois de sa saisine. Ce délai est prolongé de deux mois, soit pour des raisons de force majeure, soit lorsque les vacances judiciaires courent dans le délai.

A défaut pour la chambre de notifier sa décision ou son avis dans le délai imparti, il est mis fin à la procédure en faveur du stagiaire ou du fonctionnaire.

§ 7. Les notifications visées du présent chapitre consistent :

- 1° soit en la remise d'un document contre accusé de réception, daté et signé;
- 2° soit par l'envoi d'un document, par lettre recommandée.

Tout délai est calculé à partir du lendemain de la remise du document ou du troisième jour qui suit l'envoi de celui-ci par lettre recommandée, la date de la poste faisant foi, sauf preuve contraire fournie par l'expéditeur.

Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié visé à l'article 171, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable. Lorsque ce jour tombe entre Noël et Nouvel An, il est reporté au premier jour ouvrable après le Nouvel An.

Section 3. — Des procédures hors régime disciplinaire

Sous-section 1^{re}. — Du recours en matière de stage

Art.20. Dans les cas visés à l'article 62, § 3, alinéa 1^{er}, le fonctionnaire chargé de la direction du stage en vertu de l'article 56, alinéa 1^{er}, fait rapport quant au déroulement du stage. Ce fonctionnaire et le directeur des Services généraux chargé de la formation en vertu de l'article 72, ou son remplaçant, sont entendus.

La chambre :

- 1° soit décide de prolonger le stage, suivant les modalités qu'elle fixe pour les périodes maximales visées à l'article 60, § 2, alinéa 2. En cas de prolongation du stage, le stagiaire est évalué selon les règles du stage initial. L'article 62 est d'application, étant entendu que le conseil de direction ne peut pas proposer une deuxième prolongation du stage;
- 2° soit donne à l'autorité investie du pouvoir de nomination l'avis de nommer le stagiaire;
- 3° soit donne à l'autorité investie du pouvoir de nomination l'avis de licencier le stagiaire pour inaptitude à l'exercice d'une fonction.

La décision de la chambre est prise dans le délai prévu à l'article 19, § 6.

Lorsque l'avis de la chambre consiste à proposer à l'autorité investie du pouvoir de nomination la nomination du stagiaire ou son licenciement, celle-ci dispose d'un mois pour prendre sa décision. Ce délai est prolongé de deux mois lorsque les vacances judiciaires courent dans le délai.

Sous-section 2. — Du recours en matière d'évaluation et de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive

Art. 21. Dans les cas visés aux articles 79, § 3, la chambre, dans le délai prévu à l'article 19, § 6, soit confirme la mention d'évaluation globale attribuée, soit attribue une des autres mentions prévues à l'article 77, § 3, alinéa 4.

Dans les cas visés à l'article 80, § 3, la chambre communique son avis à l'autorité investie du pouvoir de nomination dans le délai prévu à l'article 19, § 6. L'autorité investie du pouvoir de nomination dispose d'un mois pour prendre sa décision. Ce délai est prolongé de deux mois lorsque les vacances judiciaires courent dans le délai.

Sous-section 2/1. — Du recours à l'encontre d'une décision en matière de période d'essai

Art. 21/1. Dans le cas de l'accession d'un lauréat au niveau supérieur prévu à l'article 96/1, alinéa 5, le fonctionnaire chargé de la supervision de la période d'essai fait rapport auprès de la chambre quant au déroulement de la période d'essai et est entendu par ladite chambre.

La chambre décide de confirmer ou d'annuler la décision du fonctionnaire chargé de la supervision de la période d'essai dans le délai prévu à l'article 19, § 6. Cette décision est notifiée au fonctionnaire, au fonctionnaire chargé de la supervision de la période d'essai et au Service des ressources humaines.

§ 6. Volgens het geval geeft de raad binnen de drie maanden nadat de zaak aanhangig gemaakt werd kennis van zijn advies of van zijn beslissing. Deze termijn wordt met twee maanden verlengd om redenen van overmacht of wanneer de gerechtelijke vakanties tijdens deze termijn lopen.

Indien de raad geen kennis geeft van zijn beslissing of zijn advies binnen de opgelegde termijn wordt de procedure beëindigd in het voordeel van de stagiair of van de ambtenaar.

§ 7. De in dit hoofdstuk bedoelde betekeningen gebeuren :

- 1° hetzij middels de afgifte van een document tegen een gedateerd en getekend ontvangstbewijs;
- 2° hetzij middels de aangetekende verzending van een document.

Elke termijn wordt berekend vanaf de dag volgend op de afgifte van het document of vanaf de derde dag volgend op de aangetekende verzending ervan, postdatum ter staving, behoudens tegenbewijs van de verzender.

De vervalddag is in de termijn begrepen. Wanneer deze dag evenwel valt op een zaterdag, een zondag of een in artikel 171 bedoelde feestdag, wordt de vervalddag verplaatst naar de eerstvolgende werkdag. Als deze dag valt tussen Kerstmis en Nieuwjaar, wordt hij verplaatst naar de eerstvolgende werkdag na Nieuwjaar.

Afdeling 3. — Procedures die buiten de tuchtregeling vallen

Onderafdeling 1. — Beroep inzake stage

Art.20. In de in artikel 62, § 3, eerste lid, bedoelde gevallen brengt de ambtenaar die met de stageleiding belast is krachtens artikel 56, verslag uit over het verloop van de stage. Deze ambtenaar en de directeur van de Algemene diensten belast met de opleiding krachtens artikel 72, of zijn vervanger, worden gehoord.

De raad :

- 1° beslist de stage te verlengen, volgens de nadere regels die zij bepaalt, met inachtneming van de maximumtermijnen bedoeld in artikel 60, § 2, tweede lid. In geval van verlenging van de stage wordt de stagiair geëvalueerd zoals tijdens de initiële stage. Artikel 62 is van toepassing, met dien verstande dat de directieraad geen tweede verlenging van de stage kan voorstellen;
- 2° of geeft de benoemende overheid het advies de stagiair te benoemen;
- 3° of geeft de benoemende overheid het advies de stagiair te ontslaan wegens ongeschiktheid voor het uitoefenen van een betrekking.

De beslissing van de raad wordt genomen binnen de termijn voorzien in artikel 19, § 6.

Wanneer het advies van de raad erin bestaat aan de benoemende overheid de benoeming van de stagiair of zijn afdanking voor te stellen, heeft deze een maand om zijn beslissing te nemen. Deze termijn wordt met twee maanden verlengd wanneer de gerechtelijke vakanties tijdens deze termijn lopen.

Onderafdeling 2. — Beroep inzake evaluatie en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid

Art. 21. In de in artikelen 79, § 3 bedoelde gevallen bevestigt de raad binnen de in artikel 19, § 6, voorziene termijn de toegekende globale evaluatievermelding of kent hij een van de andere in artikel 77, § 3, vierde lid, voorziene vermeldingen toe.

In de gevallen voorzien in artikel 80 § 3, deelt de raad zijn advies aan de benoemende overheid mee binnen de in artikel 19 § 6 voorziene termijn. De benoemende overheid heeft een maand om een beslissing te nemen. Deze termijn wordt met twee maanden verlengd wanneer de gerechtelijke vakanties tijdens deze termijn lopen.

Onderafdeling 2/1

Beroep tegen een beslissing inzake proefperiode

Art. 21/1. In het geval een geslaagde deelnemer overgaat naar het hogere niveau, voorzien in artikel 96/1, vijfde lid, brengt de met de controle van de proefperiode belaste ambtenaar aan de raad verslag uit over het verloop van de proefperiode en wordt hij door de hogervermelde raad gehoord.

De raad beslist om de beslissing van de met de controle van de proefperiode belaste ambtenaar te bevestigen of te annuleren binnen de in artikel 19 § 6 voorziene termijn. Deze beslissing wordt meegedeeld aan de ambtenaar, de met de controle van de proefperiode belaste ambtenaar en de Dienst Human resources.

Sous-section 3. — Du recours en matière de congés, d'absences et de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 22. Dans les cas visés aux articles 164, alinéa 1^{er}, et 213, alinéa 1^{er}, la décision contestée est défendue par un fonctionnaire désigné par le fonctionnaire dirigeant.

La chambre statue dans le délai prévu à l'article 19, § 6.

Art. 2. Le titre XII du livre II du même arrêté, contenant les articles 120 à 149, est remplacé par les dispositions suivantes :

TITRE XII. — Du régime disciplinaire

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Art. 120. Les dispositions du présent titre s'appliquent également aux stagiaires.

CHAPITRE II. — *Des sanctions disciplinaires*

Art. 121. Les sanctions disciplinaires suivantes peuvent être infligées aux fonctionnaires :

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la retenue de traitement;
- 3° le déplacement disciplinaire;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la régression barémique;
- 6° la rétrogradation;
- 7° la démission d'office;
- 8° la révocation.

Art. 122. La retenue de traitement ne peut s'appliquer pendant une durée supérieure à trois mois. Elle s'élève au maximum à vingt pour cent du traitement brut.

Il est garanti au fonctionnaire sanctionné par une retenue de traitement, un traitement mensuel dont le montant net égale au moins le montant du revenu d'intégration, tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Lorsque le fonctionnaire preste à temps partiel, le montant garanti est fixé proportionnellement à la durée des prestations.

Art. 123. Le fonctionnaire déplacé par mesure disciplinaire ne peut obtenir à sa demande ni une nouvelle affectation, ni un transfert, pendant le délai qui est fixé pour l'effacement de sa peine disciplinaire.

Art. 124. La suspension disciplinaire est prononcée pour une période de trois mois au plus.

Il est garanti au fonctionnaire sanctionné un traitement mensuel dont le montant net égale au moins le montant du revenu d'intégration, tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.

Lorsque le fonctionnaire preste à temps partiel, le montant garanti est fixé proportionnellement à la durée des prestations.

Art. 125. La régression barémique consiste en l'attribution :

- 1° soit d'une échelle de traitement inférieure dans le même grade;
- 2° soit d'un grade du même rang doté d'une échelle de traitement inférieure.

Art. 126. La rétrogradation consiste en l'attribution

- 1° soit d'un grade d'un rang inférieur classé dans le même niveau, lorsque le fonctionnaire est titulaire d'un grade de promotion;
- 2° soit d'un grade du niveau immédiatement inférieur lorsque le fonctionnaire est titulaire d'un grade de recrutement.

Dans tous les cas, le grade dans lequel la rétrogradation est appliquée doit figurer au cadre du personnel.

Le fonctionnaire prend rang dans le nouveau grade à la date à laquelle l'attribution de grade visée à l'alinéa 1^{er} produit ses effets.

Art. 127. Toute sanction disciplinaire fait l'objet d'une inscription au dossier personnel du fonctionnaire.

Onderafdeling 3. — Beroep inzake verloven, afwezigheden en beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 22. In de in de artikelen 164, eerste lid, en 213, eerste lid, bedoelde gevallen wordt de betwiste beslissing verdedigd door een ambtenaar aangewezen door de leidend ambtenaar.

De raad beslist binnen de in artikel 19 § 6 voorziene termijn.

Art. 2. Titel XII van boek II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 120 tot 149, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

TITEL XII. — De tuchtregeling

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Art. 120. De bepalingen van deze titel zijn ook van toepassing op de stagiairs.

HOOFDSTUK II. — *Tuchtstraffen*

Art. 121. De volgende tuchtstraffen kunnen tegen ambtenaren worden uitgesproken.

- 1° de terechtwijziging;
- 2° de inhouding van wedde;
- 3° de verplaatsing bij tuchtmaatregel;
- 4° de tuchtschorsing;
- 5° de lagere inschaling;
- 6° de terugzetting in graad;
- 7° het ontslag van ambtswege;
- 8° de afzetting.

Art. 122. De inhouding van de wedde wordt toegepast gedurende ten hoogste drie maanden. Ze mag niet meer dan twintig procent van de brutowedde bedragen.

De ambtenaar die inhouding van wedde als tuchtstraf opgelegd krijgt, krijgt een gewaarborgde maandelijkse wedde waarvan het nettobedrag minstens gelijk is aan het leefloon zoals bepaald krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Als de ambtenaar deeltijds werkt, wordt het gewaarborgd bedrag vastgelegd naar rato van de duur van zijn prestaties.

Art. 123. De bij tuchtmaatregel verplaatste ambtenaar kan op zijn verzoek geen nieuwe aanwijzing noch overplaatsing bekomen gedurende de termijn die voor de uitwissing van zijn tuchtstraf is bepaald.

Art. 124. Tuchtschorsing wordt uitgesproken voor ten hoogste drie maanden.

De bestrafte ambtenaar krijgt een gewaarborgde maandelijkse wedde waarvan het nettobedrag minstens gelijk is aan het leefloon zoals bepaald krachtens de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie.

Als de ambtenaar deeltijds werkt, wordt het gewaarborgd bedrag vastgelegd naar rato van de duur van zijn prestaties.

Art. 125. De lagere inschaling bestaat in de toekenning :

- 1° ofwel van een lagere weddenschaal ingedeeld in dezelfde graad;
- 2° ofwel van een graad van dezelfde rang met een lagere weddenschaal.

Art. 126. De terugzetting in graad bestaat in de toekenning :

- 1° ofwel van een graad van een lagere rang die in hetzelfde niveau is ingedeeld, wanneer de ambtenaar titularis is van een bevoororderingsgraad;
- 2° ofwel van een graad van het rechtstreeks lager niveau, wanneer de ambtenaar titularis is van een wervingsgraad.

In ieder geval moet de graad waarin de terugzetting plaatsvindt, voorkomen in de personeelsformatie.

De ambtenaar neemt in de nieuwe graad rang in op de datum waarop de in het eerste lid bedoelde toekenning van een graad uitwerking heeft.

Art. 127. Elke tuchtstraf wordt in het persoonlijk dossier van de betrokken ambtenaar opgenomen.

CHAPITRE III. — *Des principes régissant la procédure disciplinaire*

Art. 128. La procédure disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou qui ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle la procédure est entamée.

Art. 129. § 1^{er}. Sauf élément nouveau justifiant la réouverture du dossier, aucun fonctionnaire ne peut faire l'objet d'une action disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés.

§ 2. Si un nouveau fait est reproché au fonctionnaire pendant le déroulement d'une procédure disciplinaire, une nouvelle procédure peut être entamée, sans que la procédure en cours ne soit interrompue.

Art. 130. § 1^{er}. L'autorité compétente pour infliger la sanction disciplinaire, ne peut aggraver la sanction qui lui a été proposée et ne peut avoir égard qu'aux faits qui ont justifié la procédure disciplinaire.

La sanction ne peut produire d'effet antérieurement à son prononcé.

§ 2. L'autorité compétente pour infliger la sanction disciplinaire motive toute décision non conforme à la proposition dont elle a été saisie.

Art. 131. Toute proposition de peine disciplinaire est formulée par écrit, motivée et notifiée au fonctionnaire concerné.

Le fonctionnaire est interpellé au préalable au sujet des faits. Il peut, pour sa défense, consulter son dossier et être assisté par la personne de son choix.

Dans un délai de vingt jours à dater de la notification de la proposition, le fonctionnaire concerné peut exposer par écrit ses objections éventuelles. Sa réclamation, adressée par pli recommandé, est jointe au dossier.

Art. 132. Les modes de notifications visées dans le présent Titre XII correspondent à ceux visés à l'article 19, § 7.

CHAPITRE IV. — *Des procédures**Section 1^{re} — De la proposition de peine disciplinaire*

Art. 133. Les Ministres établissent la proposition pour les fonctionnaires dirigeant et dirigeant adjoint.

Les fonctionnaires dirigeant et dirigeant adjoint établissent la proposition pour les fonctionnaires au moins titulaires du grade de directeur ou faisant fonction.

Le fonctionnaire au moins titulaire du grade de directeur ou faisant fonction, responsable d'un service, établit la proposition pour les fonctionnaires des autres rangs ou niveaux.

La proposition est transmise simultanément au fonctionnaire concerné et à l'autorité compétente, conformément à l'article 134, pour infliger la sanction disciplinaire.

Section 2. — Du prononcé de la peine disciplinaire

Art. 134. La sanction disciplinaire est infligée par le Collège réuni pour les fonctionnaires dirigeant ou dirigeant adjoint.

La sanction disciplinaire est infligée par les Ministres pour les fonctionnaires au moins titulaires du grade de directeur ou faisant fonction.

La sanction disciplinaire est infligée par les fonctionnaires dirigeant et dirigeant adjoint pour les fonctionnaires des autres rangs ou niveaux.

L'autorité compétente pour infliger la sanction disciplinaire, conformément aux alinéas 1^{er} à 3, notifie sa décision au fonctionnaire concerné dans les deux mois à dater du jour où elle a réceptionné la proposition, sous peine d'être censée renoncer à infliger la sanction. Ce délai est augmenté de deux mois lorsque les vacances judiciaires courent dans le délai.

CHAPITRE V. — *De la radiation de la sanction disciplinaire*

Art. 135. § 1^{er}. A l'exception de la démission d'office et de la révocation, toute sanction disciplinaire est radiée du dossier individuel du fonctionnaire dans les conditions fixées au § 2.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction, la radiation a pour effet qu'il ne peut plus être tenu compte de la sanction disciplinaire radiée, notamment pour l'appréciation des titres à la promotion du fonctionnaire, ni lors de l'attribution de l'évaluation.

Par la radiation, toute mention ou référence à la sanction disciplinaire est retirée du dossier.

§ 2. La radiation des sanctions disciplinaires se fait d'office après une période dont la durée est fixée à :

- 1° six mois pour le rappel à l'ordre;
- 2° un an pour la retenue de traitement;

HOOFDSTUK III. — *Principes in verband met de tuchtprocedure.*

Art. 128. De tuchtprocedure kan slechts slaan op feiten die zich hebben voorgedaan of die werden vastgesteld binnen de zes maanden voorafgaand aan de datum waarop de procedure aanvangt.

Art. 129. § 1. Behoudens nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen, kan niemand het voorwerp van een tuchtprocedure zijn voor reeds bestrafte feiten.

§ 2. Wanneer in de loop van een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste van de ambtenaar wordt gelegd, kan dit tot een nieuwe procedure aanleiding geven, zonder dat de lopende procedure wordt onderbroken.

Art. 130. § 1. De overheid die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken, kan geen zwaardere straf opleggen dan die welke werd voorgesteld en mag slechts rekening houden met de feiten die de tuchtprocedure gerechtvaardigd hebben.

De straf mag geen uitwerking hebben vóór de uitspraak ervan.

§ 2. De overheid die bevoegd is om de tuchtstraf uit te spreken, motiveert elke beslissing die niet overeenstemt met het voorstel dat haar werd gedaan.

Art. 131. Elk voorstel tot tuchtstraf wordt schriftelijk geformuleerd, gemotiveerd en aan de betrokken ambtenaar ter kennis gebracht.

De ambtenaar wordt vooraf ondervraagd over de feiten. Hij mag, voor zijn verdediging, zijn dossier raadplegen en zich laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze.

Na de kennisgeving van het voorlopige of definitieve voorstel heeft de ambtenaar twintig dagen de tijd om zijn eventuele bezwaren schriftelijk uiteen te zetten. Zijn bij aangetekende zending toegestuurd bezwaarschrift wordt bij het dossier gevoegd.

Art. 132. De kennisgevingswijzen die in deze Titel XII bedoeld worden, komen overeen met deze bedoeld in artikel 19, § 7.

HOOFDSTUK IV. — *De procedures**Afdeling 1. — Voorstel van tuchtstraf*

Art. 133. De Ministers stellen het voorstel op voor de leidende en adjunct-leidende ambtenaren.

De leidende en adjunct-leidende ambtenaren stellen het voorstel op voor de ambtenaren die minstens titularis zijn van de graad van directeur of dienstdoend directeur.

De ambtenaar die minstens titularis is van de graad van directeur of dienstdoend directeur, hoofd van een dienst, stelt het voorstel op voor de ambtenaren van de andere rangen of niveaus.

Het voorstel wordt tegelijkertijd aan de betrokken ambtenaar en aan de krachtens artikel 134 bevoegde overheid overgemaakt om de tuchtstraf uit te spreken.

Afdeling 2. — Uitspraak van de tuchtstraf

Art. 134. De tuchtstraf wordt uitgesproken door het Verenigd College voor de leidende of adjunct-leidende ambtenaren.

De tuchtstraf wordt uitgesproken door de Ministers voor de ambtenaren die minstens titularis zijn van de graad van directeur of dienstdoend directeur.

De tuchtstraf wordt uitgesproken door de leidende en adjunct-leidende ambtenaren voor de ambtenaren van andere rangen of niveaus.

De in het eerste tot derde lid bedoelde overheid bevoegd om de tuchtstraf uit te spreken betekent haar beslissing aan de betrokken ambtenaar binnen twee maanden vanaf de dag waarop ze het voorstel ontving, zoniet wordt ze geacht van de tuchtstraf af te zien. Deze termijn wordt met twee maanden verlengd wanneer de gerechtelijke vakanties tijdens deze termijn lopen.

HOOFDSTUK V. — *Uitwissing van de tuchtstraf*

Art. 135. § 1. Elke tuchtstraf, behalve het ontslag van ambtswege en de afzetting, wordt in het persoonlijk dossier van de ambtenaar uitgewist onder de in § 2 bepaalde voorwaarden

Onverminderd de uitvoering van de straf, heeft de uitwissing tot gevolg dat met de uitgewiste tuchtstraf geen rekening meer mag worden gehouden, inzonderheid bij de aanspraken op bevordering van de ambtenaar, noch bij de toekenning van de evaluatie.

Met de uitwissing wordt elke vermelding van of verwijzing naar de tuchtstraf in het dossier geschrapt.

§ 2. De uitwissing van de tuchtstraffen geschiedt van ambtswege na een termijn waarvan de duur is vastgesteld op :

- 1° zes maanden voor de terechtwijzing;
- 2° één jaar voor de inhouding van de wedde;

- 3° dix-huit mois pour le déplacement disciplinaire;
 4° deux ans pour la suspension disciplinaire;
 5° trois ans pour la régression barémique et la rétrogradation.
 Le délai prend cours à partir de la notification de la sanction.

CHAPITRE VI. — *Du recours*

Section 1^{re} — Dispositions générales.

Art. 136. Le fonctionnaire à charge duquel une sanction disciplinaire est infligée, peut introduire, soit personnellement, soit par la personne de son choix, un recours contre celle-ci auprès de la chambre de recours, visée à l'article 18, dans les vingt jours de sa notification.

Le recours est envoyé à l'adresse du secrétariat de la chambre de recours, conformément aux dispositions de l'article 19, § 7.

Section 2. — De la procédure de recours

Art. 137. Un fonctionnaire des Services du Collège réuni ou de l'organisme d'intérêt public concerné, ou un avocat, est désigné, dans chaque affaire, par le conseil de direction dont dépend le stagiaire ou le fonctionnaire, pour défendre la peine contestée. Ce fonctionnaire ou cet avocat ne peut assister aux délibérations. La décision visée à l'article 141 précise que cette interdiction a été respectée.

Art. 138. La chambre de recours peut ordonner des enquêtes complémentaires et y déléguer deux assesseurs. Ces assesseurs sont choisis, l'un parmi la délégation de l'autorité, l'autre parmi la délégation des organisations syndicales.

Art. 139. Le requérant a le droit de récuser un ou plusieurs assesseurs. Ce droit ne peut être exercé qu'une seule fois pour une même affaire et ne peut avoir pour effet de réduire le nombre d'assesseurs à moins de quatre.

Le secrétaire notifie au requérant, conformément aux dispositions de l'article 19, § 7, la liste des assesseurs effectifs et suppléants.

Dans un délai de huit jours à partir de la notification de la liste, le requérant renvoie celle-ci au secrétaire, conformément aux dispositions de l'article 19, § 7, en y indiquant le nom des assesseurs qu'il souhaite récuser. La demande de récusation indique les motifs permettant de croire que l'assesseur ne sera pas impartial.

Passé le délai fixé à l'alinéa 3, le requérant est censé renoncer à son droit de récusation.

Avant d'aborder le fond de l'affaire, le président décide s'il y a lieu de faire droit à la demande de récusation.

Le membre de la chambre de recours qui constate l'existence dans son chef d'un motif de récusation se déporte de sa propre initiative.

Le président récusé en outre tout assesseur qu'il pourrait considérer comme manquant d'impartialité.

Section 3. — Du prononcé de la peine en recours

Art. 140. Au terme des délibérations, la chambre notifie au fonctionnaire sa décision dans la délai prévu à l'article 19, § 6. La peine prononcée par la chambre ne peut être supérieure à celle prononcée en première instance.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Les Membres du Collège réuni, compétents pour la Fonction publique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 2017.

Pour le Collège réuni :

Les Membres du Collège réuni compétents
pour la Fonction publique,
D. GOSUIN

- 3° achttien maanden voor de verplaatsing bij tuchtmaatregel;
 4° twee jaar voor de tuchtschorsing;
 5° drie jaar voor de lagere inschaling en de terugzetting in graad.
 De termijn gaat in vanaf de betekening van de straf.

HOOFDSTUK VI. — *Beroep*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 136. De ambtenaar tegen wie een tuchtstraf wordt voorgesteld, kan hiertegen, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen na de betekening van het voorstel, hetzij persoonlijk, hetzij door een persoon naar keuze, beroep aantekenen bij de in artikel 18 bedoelde raad van beroep.

Het beroep wordt verstuurd naar het adres van het secretariaat van de raad van beroep, overeenkomstig de bepalingen in artikel 19, § 7.

Afdeling 2. — Beroepsprocedure

Art. 137. Een ambtenaar van de Diensten van het Verenigd College of van de betrokken instelling van openbaar nut, of een raadsman, wordt in elke zaak aangeduid door de Directieraad waarvan de stagiair of de ambtenaar afhangt om de bestreden straf te verdedigen. Deze ambtenaar of deze raadsman mag niet deelnemen aan de beraadslagingen. De in artikel 141 bedoelde beslissing vermeldt dat dit verbod werd geëerbiedigd.

Art. 138. De raad van beroep kan aanvullende onderzoeken bevelen en er twee assessoren naar afvaardigen. Deze assessoren worden gekozen, de ene uit de leden aangewezen door de overheid, de andere uit de leden aangewezen door de vakorganisaties.

Art. 139. De verzoeker heeft het recht één of meerdere assessoren te wraken. Dit recht mag slechts één enkele keer voor eenzelfde zaak worden uitgeoefend en mag er niet toe leiden dat het aantal assessoren minder dan vier bedraagt.

De secretaris betekent aan de verzoeker, overeenkomstig de bepalingen in artikel 19, § 7, de lijst van de effectieve en de plaatsvervangende assessoren.

Binnen een termijn van acht dagen vanaf de betekening van de lijst, stuurt de verzoeker deze, overeenkomstig de bepalingen in artikel 19, § 7, terug naar de secretaris, met aanduiding van de naam van de assessoren die hij wraakt. Het wrakingsverzoek vermeldt de redenen waarom geloofd wordt dat de assessor niet onpartijdig zal zijn.

Na de in het derde lid bepaalde termijn, wordt de verzoeker geacht af te zien van zijn recht op wraking.

Vooraleer de grond van de zaak te behandelen beslist de voorzitter of er reden is om het wrakingsverzoek in te willigen.

Het lid van de raad van beroep dat vaststelt dat er ten aanzien van hem een wrakingsreden bestaat, onthoudt zich op eigen initiatief.

De voorzitter wraakt bovendien elke assessor die hij als partijdig zou kunnen beschouwen.

Afdeling 3. — Uitspraak van de straf in beroep

Art. 140. Na afloop van de beraadslagingen, geeft de raad de ambtenaar kennis van zijn beslissing binnen de termijn voorzien in artikel 19, § 6. De straf die door de raad wordt uitgesproken, mag niet zwaarder zijn dan deze die in eerste aanleg werd uitgesproken.

Art. 3. Dit besluit wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Openbaar Ambt, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 januari 2017.

Voor het Verenigd College :

De Leden van het Verenigd College die bevoegd zijn
voor het Openbaar Ambt,
G. VANHENGEL